



NOT RECOVERED BELGIUM

Des mesures qui veulent nous affaiblir, pas nous guérir Les malades du Covid Long s'alarment des mesures annoncées par le gouvernement contre les malades de longue durées

Bruxelles, le 24 avril 2024

Nous faisons partie de celles et ceux que le Covid a fait basculer dans la case des « malades de longue durée ». L'accord de gouvernement ne nous considérait déjà plus comme des citoyens à protéger, mais comme des **poids pour la collectivité**, des coûts à réduire. Les mesures récentes annoncées ne font que renforcer notre inquiétude alors qu'un belge sur 25 est directement concerné par le Covid Long. Adultes, personnes âgées, enfants : **Un demi-million de belges sont atteints de Covid Long, dont 125.000 sont lourdement handicapés**, sans compter les proches aidants dont la vie est aussi entre parenthèses.

Les attaques contre les malades se succèdent

Nous nous alarmons de la **succession d'annonces** qui mettent en **doute la réalité clinique** et la gravité de nos maladies, comme l'obligation de nous inscrire comme demandeurs d'emploi alors que nous ne sommes pas en état de travailler, ou la suppression du premier mois de salaire en cas de rechute dans les huit semaines après une tentative de reprise du travail.

Nous dénonçons des mesures de mise sous surveillance des malades, qui les rendent **coupables de leur non-guérison**.

De même, **nous dénonçons les pressions croissantes sur les médecins**. Les nouvelles modalités de contrôle et de sanction proposées vont à l'encontre de toute éthique de soin :

- Elles risquent de **brouiller les frontières entre soin et contrôle** : Les médecins sont rendus responsables du suivi des incapacités prolongées et risquent des sanctions financières en cas d'arrêts jugés trop longs ou trop nombreux. Une logique qui balaie la médecine sociale et les expertises liées aux pathologies lourdes.
- Elles **menacent le secret médical**, en octroyant aux services régionaux pour l'emploi un accès inédit aux données personnelles des patients.
- Elles **font exploser la charge administrative**, réduisant d'autant le temps que les soignants peuvent consacrer à leurs patients, notamment via la fin des certificats d'incapacité : Les médecins seraient contraints de lister les capacités résiduelles des malades, transformant l'acte de soin en outil d'évaluation pour l'employabilité.



NOT RECOVERED BELGIUM

L'Arizona va encore plus loin que l'accord de gouvernement. Le Ministre Clarinval a annoncé vouloir **supprimer les maladies des périodes assimilées pour l'accès au chômage**. Comment, alors, retrouver le chemin de l'emploi une fois guérit ? De même, le gouvernement discute actuellement d'un changement dans la prise en compte des maladies dans le **calcul des pensions**. Cela induirait une précarisation majeure des personnes ayant eu la malchance de tomber malade au cours de leur vie.

Ces **mesures dangereuses** ne sont pas seulement un **grave coup porté au système de protection sociale de notre pays**, elles sont également un signal d'alerte quant aux logiques de précarisation, d'exclusion et de stigmatisation que vivent les personnes les plus vulnérables, qui voient une partie de leurs droits et de leur dignité leur être ôtés, car considérées comme improductives.

L'Arizona réduit le financement alloué à la recherche scientifique, sans prévoir ni plan d'action, ni budget dédié à l'amélioration du diagnostic, des soins et des traitements pour les personnes atteintes de Covid Long

L'accès au diagnostic, aux soins et aux traitements est pourtant dramatique en Belgique. Nous avons des années de retard sur les pays voisins :

- Seuls 24% des malades du Covid Long ont eu accès à un soignant formé à la maladie.
- Le trajet de soins ne fonctionne pas. Les malades n'ont accès qu'à un nombre de consultations restreint, pendant maximum deux ans, alors que certains sont malades depuis 5 ans et que la maladie ne se guérit pas.
- Il n'y a pas assez de prestataires de soins de santé pour recevoir autant de malades. Encore moins formés à la maladie.
- Les malades du Covid Long ne sont pas reconnus catégorie à risque aigu pour le Covid alors que les risques liés aux réinfections, documentés scientifiquement, sont dramatiques.
- Ils ne sont pas non plus reconnus maladie chronique, ni pathologie lourde.

La santé n'est pas un coût : c'est un investissement dans l'avenir. Celui de chaque citoyen, et celui de notre société.

Personne ne choisit d'être malade. En plus de vivre au quotidien avec des symptômes particulièrement invalidants en recevant peu de soutien institutionnel, les malades chroniques doivent désormais lutter pour accéder aux droits sociaux pour lesquels ils ont cotisé.

Il est urgent d'investir dans la prévention, les soins, l'accompagnement des patients, et non dans la suspicion et la sanction.

Contacts : Céline - 0479.73.10.09 (fr)
Carmen - 0497452440 (nl)

info@notrecoveredbelgium.be
longcovidbelgium@gmail.com

